

**M. Alexander:** Monsieur l'Orateur, le ministre me permet-il une question? Je n'ai pas l'intention de lui tendre un piège. Le ministre a parlé de la participation d'un conseil multipartite aux activités du centre de renseignements. Qu'en est-il à propos du Conseil économique du Canada et du Conseil canadien des relations du travail? Je pose cette question parce que je ne peux pas tout lire et j'aimerais bien que le ministre m'aide un peu. Ces brebis égarées vont-elles retourner au bercail, étant donné surtout qu'il y a une somme de 10 millions de dollars en jeu, si je peux m'exprimer ainsi? Je crois que les organismes concernés—et que le ministre me reprenne si je me trompe—sont le Conseil canadien des relations du travail et le Conseil économique du Canada qui ont tous deux des représentants du travail parmi leurs membres?

**M. Munro (Hamilton-Est):** Monsieur l'Orateur, je crois que je devrais d'abord répondre au commentaire ironique du député d'Hamilton-Ouest à propos des 10 millions de dollars.

**M. Alexander:** Je n'avais aucune intention malveillante.

**M. Munro (Hamilton-Est):** C'est fort mal comprendre ce qui n'allait pas dans le processus de la négociation collective par le passé. A mon avis, on s'en est tenu trop servilement au système contradictoire, beaucoup plus que dans tous les autres pays industrialisés du monde libre. Nous nous rendons compte, avec tous les esprits clairvoyants de la Chambre, que nous devons dépoliariser la situation et amener les parties à dialoguer. Il faut qu'elles se rendent compte qu'elles ont tout intérêt à ce que l'économie se porte bien que chacun obtienne sa part des bénéfiques et des progrès. C'est ce que nous essayons de faire. Quand nous parlons d'accorder des subventions aux organisations ouvrières pour entamer le processus d'éducation dont cette région a tellement besoin, nous ne faisons que les traiter de la même façon que le monde des affaires.

● (1750)

Peut-être le député de Hamilton-Ouest ne sait-il pas que les entreprises peuvent déduire de leurs impôts ce qu'il leur en coûte pour envoyer des représentants, des hommes d'affaires à des colloques et cours d'éducation de tous genres. Ces déductions font perdre des recettes au gouvernement. Ces subventions aux organisations ouvrières ne visent donc qu'à leur permettre d'entamer le même processus.

Si le monde ouvrier peut profiter des établissements d'enseignement, et beaucoup ont fait carrière dans le monde des affaires grâce à ces institutions pour lesquelles le contribuable paie, le système n'en fonctionnera que mieux. Le système d'éducation doit servir tous les Canadiens. Nous devons travailler ensemble à réaliser les objectifs que nous recherchons. Si nous pouvons y réussir, ce sera le meilleur 10 millions de dollars que le gouvernement aura jamais dépensé. J'espère que le député de Hamilton-Ouest appuiera l'idée.

**M. Alexander:** Maintenant que vous m'avez donné la fessée, allez-vous répondre à mes questions?

**M. Munro (Hamilton-Est):** Comme le sait le député, le mouvement ouvrier s'oppose aux contrôles de salaires et de prix. Il a adopté cette attitude il y a un certain temps. Même le député de Hamilton-Ouest doit le savoir. Il a rencontré le

#### *Anti-inflation—Loi*

gouvernement ainsi que le monde des affaires plus souvent depuis un an qu'en tout autre période semblable depuis la confédération. De toute évidence, les discussions se poursuivent. Ce processus permet de mieux voir les difficultés qui retardent de tous les côtés l'implantation d'une économie saine.

En ce qui concerne les travailleurs, si nous pouvons nous entendre sur la période de décontrôle, ils participeraient volontiers à divers mécanismes durant la période qui suivra les contrôles.

**M. Alexander:** Mais ils ne sont pas encore prêts.

**M. Munro (Hamilton-Est):** Ils se sont montrés bien disposés du moins à propos des 14 points. Nous en avons discuté longuement avec les travailleurs et les représentants des entreprises. Beaucoup d'initiatives ont reçu une réponse favorable. La recherche du consensus s'est poursuivie dans la coulisse plutôt que sur la scène par l'entremise de certains organismes que le député a mentionnés. Le député ne s'obstinerait sûrement pas à dire que la seule façon d'obtenir un consensus serait de créer un organisme dûment identifié qui convoquerait des réunions. Un bon moyen d'obtenir l'adhésion et la coopération des autres, c'est de les rencontrer, de parler de nos problèmes communs et de rechercher ensemble des solutions. C'est ce que nous avons fait, principalement l'an dernier.

**L'hon. Alvin Hamilton (Qu'Appelle-Moose Mountain):** Monsieur l'Orateur, je pense que tous les partis admettront que le débat s'est déroulé à un niveau plus élevé que la plupart des débats à la Chambre. Aujourd'hui, nous avons eu la chance d'écouter deux conseillers privés du gouvernement de Sa Majesté, dont l'un est un ancien membre du cabinet. Je reconnais que le moment a été bien choisi pour discuter du décontrôle.

De tous les discours entendus aujourd'hui, le plus percutant a été celui du député de Rimouski (M. Allard) qui n'est pas membre du Conseil privé. Le député de Rimouski a donné à son discours le ton qui convenait.

En premier lieu, le programme de contrôles des prix et des salaires est lui-même inflationniste. Il légifère l'inflation. Il suffit de citer les pourcentages de 10 p. 100, 8 p. 100, 6 p. 100 ou 4 p. 100. C'est une loi inflationniste qui affecte péniblement le peuple canadien.

Le député de Rimouski a décrit la situation des agriculteurs du Québec, des petites entreprises et de ceux qui ne peuvent compter sur la protection de grosses sociétés pour négocier en leur nom durant cette période d'inflation. Ils ne sont pas protégés par les syndicats. Un bon nombre d'agriculteurs doivent donc abandonner la terre. Je dirai les choses très simplement.

Le député de Halifax (M. Stanfield) qui fait également partie du Conseil privé a pris la parole au cours du présent débat. Il a mis le doigt sur ce qu'il pensait être le nœud du problème à savoir que le pays n'avait plus confiance dans le premier ministre (M. Trudeau). Lorsqu'un homme aussi honnête que le député de Halifax se lève pour dire qu'il a lui aussi perdu confiance dans le premier ministre, les Canadiens devraient y réfléchir.